

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26, rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 18/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Heidelberg Materials France Ciments

Usine de Villiers au Boin
37330 Villiers-Au-Bouin

Références : 2024-682_RAPVI HEIDELBERG MATERIALS FRANCE CEMENTS/VAT20240512
Code AIOT : 0010000648

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2024 dans l'établissement Heidelberg Materials France Ciments implanté Usine de Villiers au Boin 37330 Villiers-au-Bouin. L'inspection a été annoncée le 27/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Heidelberg Materials France Ciments
- Usine de Villiers au Boin 37330 Villiers-au-Bouin
- Code AIOT : 0010000648
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La cimenterie HEIDELBERG MATERIALS FRANCE CEMENTS est réglementée par les dispositions de

l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 19021 du 21 juillet 2011 et de l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 juin 2022. Une fermeture de la cimenterie est projetée pour fin 2025.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Installations électriques - Mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 7.3.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	60 jours
3	Rapport d'activité	Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 9.4.3	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
6	Mesures en continu	Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 9.2.1.1	/	Demande d'action corrective	60 jours
7	Mesures périodiques	Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 9.2.1.3	/	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
14	Réception des CSR - Radioactivité	AP Complémentaire du 03/06/2022, article 8.1.6.4	/	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
15	Réception des CSR - Déchargement	AP Complémentaire du 03/06/2022, article 8.1.6.4	/	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Dépôt de charbon et de coke de pétrole - Consignes	Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 8.1.1.6	Susceptible de suites	Sans objet
4	Information sur les déchets utilisés	Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 9.4.6	Susceptible de suites	Sans objet
5	Information de l'inspection des installations classées	Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 9.4.2.b	/	Sans objet
8	Surveillance de l'impact sur	Arrêté Préfectoral du 21/07/2011,	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	l'environnement au voisinage	article 9.2.2		
9	Livraison et réception des déchets	AP Complémentaire du 03/06/2022, article 8.1.8.1	/	Sans objet
10	Acceptation préalable	AP Complémentaire du 03/06/2022, article 8.1.8.2	/	Sans objet
11	Utilisation de combustibles non conventionnels	AP Complémentaire du 03/06/2022, article 4.1	/	Sans objet
12	Déchargement et stockage - Semences déclassées	AP Complémentaire du 03/06/2022, article 4.1.1 et 18	/	Sans objet
13	Capacité d'entreposage des CSR	AP Complémentaire du 03/06/2022, article 8.1.6.2	/	Sans objet
16	Retentions	Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 7.5.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations électriques - Mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification annuelle des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 29/09/2023 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(ent) été actée(s) : Lettre de suite préfectorale date d'échéance qui a été retenue : 04/02/2024
Prescription contrôlée : [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois

par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises [...].

Constats :

Lors de la visite d'inspection précédente du 29 septembre 2023, il avait été constaté que les installations électriques n'étaient pas maintenues en bon état (selon le tableau de suivi, environ 190 actions à prévoir suite aux observations relevées en 2022 par le prestataire de vérification).

Par courrier du 2 février 2024, l'exploitant a indiqué que le fichier de suivi présenté en visite d'inspection comportait des doublons de constats. Suite à la correction de celui-ci, il reste 110 non conformités relevées en 2022 dont 33 ont été soldées. L'exploitant a proposé pour les non conformités restantes le plan d'action suivant :

- 2 actions pour des non conformités U1 : clôture au 20 février 2024 ;
- Actions pour des non conformités U2 ne nécessitant pas l'achat de matériel : clôture pour la fin avril 2024 ;
- Actions correctives pour des non conformités U2 nécessitant l'achat de BAES : pour fin juin 2024 ;
- Actions correctives pour des non conformités U3 : clôture de l'ensemble des actions pour fin mai 2024.

Lors de la visite d'inspection du 25 septembre 2024, l'exploitant a indiqué que la dernière vérification périodique des installations électriques avait été effectuée en octobre 2023.

Le registre de suivi des non-conformités électriques (tableur excel "Traitement des remarques 2023") a été consulté : 138 non conformités actuelles y sont consignées. Sur les 138 non-conformités, il est à noter qu'ont été traitées :

- 96,30 % des non-conformités "U1" soit 26 sur 27 (= écart technique concernant la protection des personnes et nécessitant une action corrective immédiate compte tenu du risque présenté) ;
- 34,09 % des non-conformités "U2" soit 30 sur 88 (U2 = écart technique concernant la protection des personnes ou des biens, ou écart documentaire concernant la sécurité des personnes, et nécessitant une action corrective à court terme) ;
- 0 % des non-conformités "U3" soit 0 sur 23 (U3 = écart documentaire ou organisationnel ne concernant pas directement la sécurité des personnes ou écart technique dont la correction peut n'être faite qu'à moyen terme).

Les attestations Q18 ont été consultées. Sur les 15 attestations, les constats de dangers suivants (risque d'incendie et/ou d'explosion) ont été mis en évidence sur plusieurs installations :

- des dysfonctionnements des dispositifs différentiels à courant résiduel : ceux-ci étaient classés en U1 et ont fait l'objet d'actions correctives entre janvier et mars 2024 ;
- de la présence de poussière déposée ou de substances de natures à provoquer un danger dans les armoires électriques (n°5) : certaines n'ont pas fait l'objet d'action corrective selon le tableau de suivi.
- une absence ou inadaptation des dispositifs de protection contre les surintensités (n°3) : celle-ci a été classée en U2 et n'a pas fait l'objet d'action corrective selon le tableau de suivi.

<p>Le constat de la visite précédente est reporté : les installations électriques ne sont pas maintenues en bon état. Les observations présentant un risque d'incendie et d'explosion doivent faire l'objet d'actions correctives en priorité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 2 : Dépôt de charbon et de coke de pétrole - Consignes

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 8.1.1.6</p>
<p>Thème(s) : Autre, Disposition constructives dépôt de charbon et de coke de pétrole</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/09/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Il est interdit de pénétrer dans le hangar avec une flamme ou d'y fumer. Cette interdiction doit être affichée en caractères très apparents dans le hangar et au droit des accès, avec l'indication qu'il s'agit d'une interdiction préfectorale.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection précédente du 29 septembre 2023, il avait été constaté que l'affiche notifiant les interdictions de pénétrer dans le hangar avec une flamme ou d'y fumer ne précisait pas qu'il s'agissait d'une interdiction préfectorale.</p> <p>Par courrier du 2 février 2024, l'exploitant a indiqué qu'un affichage provisoire avait été apposé sur la porte du hangar charbon coke et que des panneaux étaient en cours de commande. Il a précisé que cette action corrective avait pour échéance le 30 juin 2024.</p> <p>Lors de la visite du 25 septembre 2024, la pancarte, précisant que l'interdiction de pénétrer avec une flamme ou d'y fumer est une interdiction préfectorale, a été constatée sur une des portes du hangar. L'exploitant a indiqué que cette pancarte a été ajoutée à chaque porte d'entrée du hangar charbon-coke.</p>

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rapport d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 9.4.3

Thème(s) : Autre, Rapport d'activité

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 29/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Une fois par an, l'exploitant adressera à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations dont la communication est prévue aux points a et b de l'article 9.4.2. ci-dessus ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur la tenue de l'installation dans l'année écoulée et les demandes éventuelles exprimées auprès de l'exploitant par le public. Le rapport de synthèse précisera également le pourcentage de contribution thermique (pourcentage de l'énergie entrant apporté par la co-incinération de farines animales).

Le rapport d'activité de l'année N - 1 est transmis à l'inspection des installations classées pour le 30 avril de l'année N.

Constats :

Lors de la visite d'inspection précédente du 29 septembre 2023, il avait été constaté que le rapport d'activité de l'année 2022 n'avait pas été transmis dans les délais impartis (première transmission le 27 juin 2023) et que celui-ci était incomplet (absence de synthèse des mesures de surveillance des eaux de la TAR et absence de la synthèse des mesures de surveillance de l'impact de l'installation dans son voisinage)

Par courrier du 2 février 2024, l'exploitant a indiqué que le rapport d'activité serait complété avec la synthèse des mesures de surveillance de la TAR ainsi que les données de surveillance d'impact de l'installation. Il a précisé que le délai de réalisation de l'action était fixé au 30 avril 2024.

Par courriel du 18 juin 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport d'activité pour l'année 2023 de la cimenterie. Le délai de transmission n'a pas été respecté.

Le rapport d'activité 2023 comporte un récapitulatif des mesures effectuées sur les rejets atmosphériques (contrôles continu et périodiques) et les rejets aqueux. Les rapports relatifs à la

surveillance de la tour aéroréfrigérante et à la biosurveillance ont été intégrés au rapport. Les taux de substitution thermique (pour les farines animales, les semences déclassées et les CSR) ont été précisés ainsi que les faits marquants et l'absence d'incidents.

Il serait pertinent que l'exploitant accompagne chaque récapitulatif des mesures de surveillance de commentaires sur leurs conformités aux valeurs réglementaires.

La transmission du rapport d'activité de l'année N-1 avant le 30 avril de l'année N n'est pas respectée. Le rapport d'activité pour l'année 2024 devra être transmis avant le 30 avril 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 4 : Information sur les déchets utilisés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 9.4.6

Thème(s) : Risques chroniques, Information sur les déchets utilisés (combustibles ou matières premières)

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 29/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit prioriser, autant que faire se peut, les déchets provenant du département d'Indre-et-Loire et des départements limitrophes ainsi que de la région Centre-Val de Loire.

Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport de synthèse sur les déchets reçus sur l'installation. Ce rapport comporte une synthèse des informations prescrites par l'article 8.1.10. du présent arrêté.

Ce rapport doit également comporter une réévaluation des gisements de façon à justifier la priorité d'approvisionnement géographique des déchets.

Constats :

Lors de la visite d'inspection précédente du 29 septembre 2023, il avait été constaté que le rapport de synthèse (confondu avec le rapport d'activité) ne comportait aucune réévaluation des gisements de façon à justifier la priorité d'approvisionnement géographique des déchets.

Par courrier du 2 février 2024, l'exploitant a indiqué que le prochain rapport d'activité inclura également ce point avec pour échéance le 30 avril 2024.

Par courriel du 18 juin 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport d'activité pour l'année 2023 de la cimenterie, dans lequel une partie est dédiée à la provenance, nature et quantités des déchets admis. Cette partie comporte un récapitulatif des déchets utilisés associés à leur provenance, leur quantité et leur taux de substitution thermique. Le choix des sources d'approvisionnement/gisement est détaillé :

- 1er critère : la distance ;
- Autres critères : qualité et compatibilité avec le process du site ; taille d'approvisionnement disponible.

Sur ces critères, l'exploitant a notamment indiqué que les approvisionnements de sables de fonderie en provenance de Bretagne avaient été arrêtés (éloignement géographique et teneur en COT).

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Information de l'inspection des installations classées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 9.4.2.b

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

Les résultats des mesures prévues aux articles 9.2.1., 9.2.2., 9.2.3. et 9.2.4. du présent arrêté, sont communiqués à l'inspecteur des installations classées :

-selon une fréquence trimestrielle, dans le mois qui suit le trimestre écoulé, en ce qui concerne les mesures en continu prévues à l'article 9.2.1.1. et les mesures en semi-continu prévues à l'article 9.2.1.2. du présent arrêté, accompagnées des calculs de flux et des commentaires sur les causes des éventuels dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées ;

Constats :

L'exploitant a transmis les résultats des mesures en continu des rejets atmosphériques aux dates suivantes :

- Par courriel du 10 janvier 2024 : les résultats du quatrième trimestre 2023 ;

<p>- Par courriel du 2 avril 2024 : les résultats du premier trimestre 2024 ;</p> <p>- Par courriel du 1er juillet 2024 : les résultats du deuxième trimestre 2024.</p> <p>L'échéance pour les transmissions trimestrielles est respectée.</p> <p>Les résultats de mesures en continu sont accompagnés de commentaires et d'une description des mesures correctives mises en place (par exemple : dépassement de la valeur de poussière le 20 mai 2024 dû aux cyclones saturés de matière et dont l'action corrective, débouchage des cyclones, a permis le retour à la conformité).</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Mesures en continu

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 9.2.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Air</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 9.2.1.1</u> : L'exploitant mesure et enregistre en continu la température des gaz de combustion du four de clinkérisation en un ou plusieurs points représentatifs des conditions de combustion.</p> <p>L'exploitant mesure en continu, dans les émissions gazeuses du conduit n°1, les substances suivantes : poussières ; substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur (COT) ; chlorure d'hydrogène ; dioxyde de soufre ; oxydes d'azote et ammoniac (traitement des oxydes d'azote par injection de réactif azoté) ; monoxyde de carbone ;oxygène et vapeur d'eau.</p> <p>La mesure en continu de la teneur en vapeur d'eau n'est pas nécessaire lorsque les gaz de combustion sont séchés avant analyse des émissions.</p> <p>L'exploitant mesure également en continu, dans les émissions gazeuses du conduit n°2, les poussières.</p> <p><u>Article 3.2.3.2 modifié</u> : Les valeurs limites d'émission dans l'air sont respectées si :</p> <p>- aucune des moyennes journalières mesurées ne dépasse les limites définies à l'article 3.2.3.1.1 ci-dessus pour les poussières totales, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT), le chlorure d'hydrogène, le fluorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote [...]</p> <p><u>Article 3.2.3.1.1 modifié</u> : Les installations sont équipées et exploitées de manière à ce que les valeurs limites suivantes, exprimées en mg/Nm3, ne soient pas dépassées : cf. tableau dans APC du 3 juin 2022.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 25 septembre 2024, un rapport journalier des mesures en continu a été consulté (29 août 2024). Les paramètres suivants sont concernés :</p>

- conduit n°1 : HCL, CO, SO2, NOx, COT, NH3 et poussières ;

- conduit n°2 : poussières.

La température de la cheminée est également mesurée en continu ainsi que l'oxygène. L'analyse de la teneur d'eau ne fait pas partie des paramètres d'analyses en continu : l'exploitant a indiqué qu'un assécheur de gaz est présent.

Les paramètres prescrits par l'article 9.2.1.1 sont bien mesurés en continu pour les conduits 1 et 2.

Des dépassements des moyennes journalières, pour le conduit n°1, ont été mis en évidence pour les paramètres suivants, selon les rapports mensuels 2024 transmis à l'inspection :

	NOx (VLEj = 500 mg/Nm3)	COT (VLEj = 25 mg/Nm3)	NH3 (VLEj = 30 mg/Nm3)	Poussières (VLEj = 20 mg/Nm3)
Janvier (sur 17 jours de fonctionnement du four)	2(maximal mesuré de 780,40 mg / N m 3)	3(maximal mesuré de 31,92 mg/Nm3)	3(maximal mesuré de 47,81 mg/Nm3)	-
Février (sur 26 jours de fonctionnement du four)	2(maximal mesuré de 580,90 mg / N m 3)	13 (m a x i m a l mesuré de 35,28 mg/Nm3)	5(maximal mesuré de 80,26 mg/Nm3)	7(maximal mesuré de 22,32 mg/Nm3)
Mars (sur 29 jours de fonctionnement du four)	-	9(maximal mesuré de 32,58 mg/Nm3)	-	17 (m a x i m a l mesuré de 45,23 mg/Nm3)
Avril (sur 6 jours de fonctionnement du four)	-	-	-	-
Mai (sur 23 jours de fonctionnement du four)	1(553,60 mg/Nm3)	-	9(maximal mesuré de 61,12 mg/Nm3)	6(maximal mesuré de 23,57 mg/Nm3)
Juin (sur 7 jours de fonctionnement du four)	2(maximal mesuré de 618,31 mg / N m 3)	-	3(maximal mesuré de 61,12 mg/Nm3)	-
Juillet (sur 22 jours de fonctionnement du four)	-	18 (m a x i m a l mesuré de 43,93 mg/Nm3)	18 (m a x i m a l mesuré de 125,48 mg/Nm3)	6(maximal mesuré de 27,98 mg/Nm3)
Août (sur 19 jours de fonctionnement du four)	-	8 (maximal mesuré de 35,35 mg/Nm3)	17 (m a x i m a l mesuré de 125,96 mg/Nm3)	5(maximal mesuré de 43,24 mg/Nm3)
Septembre (sur 13 jours de fonctionnement du four)	-	-	9(maximal mesuré de 61,12 mg/Nm3)	12 (m a x i m a l mesuré de 43,24 mg/Nm3)

j o u r s d e fonctionnement du four)			de 90,81 mg/Nm3)	mesuré de 97,56 mg/Nm3)
<p>Pour les derniers dépassements (septembre 2024), l'exploitant a identifié les causes ou est en cours d'identification :</p> <ul style="list-style-type: none"> - NH3 : "investigation en cours. Problème avec mesure oxygène qui fausse le résultat des mesures NH3 puis problème vibrations qui met une électrovanne en défaut" ; - Poussières : " non conformité liée aux manches défectueuse. Mesures faussées également avec le problème de vibration". <p><u>Les valeurs limites d'émissions dans l'air ne sont pas respectées (moyennes journalières dépassant les limites définies à l'article 3.2.3.1.1). Des actions correctives sont attendues pour la mise en conformité des rejets atmosphériques. L'exploitant justifiera de leur mise en place et de leur adéquation.</u></p>				
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>				
Type de suites proposées : Avec suites				
Proposition de suites : Demande d'action corrective				
Proposition de délais : 60 jours				

N° 7 : Mesures périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 9.2.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Air
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fait, en outre, réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe :</p> <ul style="list-style-type: none"> -2 mesures par an de l'ensemble des paramètres mesurés en continu ainsi que du débit, dans les émissions gazeuses du conduit n°1 ; -2 mesures par an du fluorure d'hydrogène, dans les émissions gazeuses du conduit n°1 ; -1 mesure par an des HAP, dans les émissions gazeuses du conduit n°1 ; -2 mesures par an des poussières ainsi que du débit, dans les émissions gazeuses du conduit n°2 ; -1 mesure par an des poussières ainsi que du débit, dans les émissions gazeuses des conduits n°3 et n°4. <p>L'exploitant fait, enfin, réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe :</p>

<p>-4 mesures à l'émission par an du cadmium et de ses composés ainsi que du thallium et de ses composés, du mercure et de ses composés, du total des métaux (As + Co + Ni + Se + Te), du total des métaux (Sb + Cr + Cu + Sn + Mn + Pb + V + Zn), du total des métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V), des dioxines et furannes, dans les émissions gazeuses du conduit n°1 ;</p> <p>-1 mesure par an du benzène, dans les émissions gazeuses du conduit n°1.</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon le rapport d'activité pour l'année 2023, des mesures périodiques ont été effectuées par un organisme extérieur en janvier, avril et juillet. Il est précisé l'absence de mesures au quatrième trimestre 2023 du fait des désistements du prestataire (l'inspection en ayant été informée par l'exploitant début 2024). Du fait de l'absence de mesures au quatrième trimestre 2023, la fréquence d'analyse n'est pas respectée pour les paramètres suivants : métaux (conduit n°1), dioxines et furanes (conduit n°1) et poussières (conduit n°2).</p> <p>Lors de la visite d'inspection, les rapports des campagnes de mesures périodiques ont été consultés. Des mesures ont été réalisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour le conduit n°1 (four) : du 11 mars au 12 mars 2024 ; du 30 avril au 2 mai 2024 et du 1er au 3 juillet 2024 ; - pour le conduit n°2 (refroidisseur) : le 12 mars et le 3 juillet 2024 ; - pour les conduits n°3 et n°4 (broyeur à clinker et broyeur à charbon) : le 5 mars 2024. <p>Il est à noter que plusieurs non-conformités ont été mises en évidence pour les rejets du conduit n°1 en mars 2024 (NOx, COVT, NH3, Hg) et en juillet 2024 (COVT, NH3).</p> <p>La fréquence semestrielle de mesure des poussières pour le conduit n°2 et la fréquence annuelle de mesure des poussières des conduits n°3 et n°4 sont respectées. L'exploitant a indiqué qu'une dernière campagne doit être effectuée avant la fin de l'année afin de respecter les fréquences de mesures du conduit n°1.</p> <p>La fréquence trimestrielle de mesures des métaux et des dioxines/furanes pour le conduit n°1 n'a pas été respectée en 2023. Le rapport d'analyse des rejets du conduit n°1 au quatrième trimestre 2024 sera à transmettre à l'inspection afin de justifier du respect de la fréquence trimestrielle de mesure des métaux et des dioxines/furanes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>
<p>N° 8 : Surveillance de l'impact sur l'environnement au voisinage</p>
<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 9.2.2</p>

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement. Ce programme concerne au moins les dioxines, les furannes et les métaux.

Il détermine la concentration de ces polluants dans l'environnement selon une fréquence au moins annuelle.

Le programme est déterminé et mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les mesures sont réalisées en des lieux où l'impact de l'installation est supposé être le plus important.

Les analyses sont réalisées par des laboratoires compétents, français ou étrangers, choisis par l'exploitant.

Les résultats de ce programme de surveillance sont repris dans le rapport prévu à l'article 9.4.3. du présent arrêté et sont communiqués à l'inspection des installations classées.

Constats :

Une campagne de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement a été effectuée le 16 octobre 2023. Le rapport correspondant (n°2023/CAAL/45187-VB-PSE du 09/02/2024) a été transmis à l'inspection des installations classées dans le cadre de l'envoi du rapport d'activité annuel (cf. constat "Rapport d'activité").

La surveillance a été effectuée par des prélèvements de bryophytes en trois points : B1 (zone agricole et résidentielle, proche de la cimenterie, sous influence faible) ; B2' (zone agricole, sous influence élevée) et B3' (zone boisée, au bord d'un chemin forestier, hors influence). Les métaux (As, Cd, Co, Cr, Cu, Hg, Mn, Ni, Pb, Sb, Tl, V et Zn) et les dioxines/furanes ont été analysés.

Le rapport conclut en l'absence d'impact sur l'environnement extérieur du site, les concentrations en dioxines/furanes étant faibles dans toutes les stations et les concentrations en métaux étant variables selon les stations (les maximas étant le plus souvent mesurés dans la zone témoin).

Une "perspective" a été émise en conclusion du rapport, concernant l'ajout d'une station de prélèvement plus proche de l'usine (à 1 000m ou moins) et dans l'axe principal des vents au Nord-Est. Il est à noter que la station de prélèvement actuel, sous influence élevée de l'usine (B2') est située à 3,26 km de la cimenterie.

Lors de la visite d'inspection du 25 septembre 2024, l'exploitant a indiqué que la prochaine campagne de prélèvement de bryophytes est prévue pour la semaine n°41 mais n'a pas su indiquer si une quatrième station de prélèvement va être mise en place.

En cas de non-mise en place de la quatrième station de prélèvement, l'exploitant devra être en capacité de justifier la non-pertinence de l'installation de celle-ci.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Livraison et réception des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/06/2022, article 8.1.8.1

Thème(s) : Autre, Combustibles/Matières premières

Prescription contrôlée :

L'exploitant détermine la masse de chaque catégorie de déchets avant de d'accepter de réceptionner les déchets dans son installation. Les déchets sont pesés à l'arrivée.

Pour chaque réception de déchets, les renseignements minimums suivants sont consignés sur un document de forme adaptée (registre, fiche de réception,...) et conservé par l'exploitant :

- origine et dénomination du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
- quantité réceptionnée ;
- date de réception ;
- nom du fournisseur et numéro du véhicule utilisé.

Un récapitulatif de ces données est transmis à l'inspection des installations suivant les modalités prévues à l'article 9.4.6.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 25 septembre 2024, le registre de suivi des déchets entrants (sous forme de tableau informatique) a été consulté. Pour chaque type de déchets entrants, les éléments suivants sont consignés :

- la date d'entrée,
- le nom du fournisseur,
- la plaque d'immatriculation,
- la quantité.

Les codes déchets correspondant aux déchets réceptionnés sont notifiés dans un onglet spécifique du registre de suivi des déchets entrants. L'exploitant s'est engagé à dupliquer le code déchets afin de le notifier à la suite de chaque dénomination de déchets entrants.

Les arrivées de déchets sont accompagnées d'un bordereau de suivi ainsi que d'un bon où est notifié la masse des déchets entrants. Cependant, une deuxième pesée est effectuée sur site via le pont bascule.

Il est à noter que le rapport d'activité 2023 (cf. constat "Rapport d'activité") comporte une annexe synthétisant les déchets réceptionnés (dénomination, code déchet, nom et adresse du fournisseur, tonnage).

Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Acceptation préalable

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/06/2022, article 8.1.8.2
Thème(s) : Autre, Combustibles/Matières premières
Prescription contrôlée : Les déchets admis en substitution des combustibles conventionnels et des matières premières fossiles doivent faire l'objet d'une acceptation préalable dont les modalités sont définies par l'exploitant.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 25 septembre 2024, la procédure écrite n°06-08 (version 2021) relative à l'acceptation des produits de substitution a été consultée. Cette procédure décrit le mode opératoire (situations possibles, fiche d'identification, certificat d'acceptation préalable, fiche navette ...) et comporte un logigramme pour l'acceptation. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Utilisation de combustibles non conventionnels

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/06/2022, article 4.1
Thème(s) : Autre, Procédés de fabrication
Prescription contrôlée : Les seuls produits qui sont co-incinérés, en substitution partielle des combustibles conventionnels, sont ceux qui figurent en annexe au présent arrêté. Les principaux déchets utilisés comme combustibles sont les suivants : - farines animales non contaminées : 20 000 t/an ; - combustibles solides de récupération (CSR) : 20 000 t/an ; - pneumatiques usagés : 20 000 t/an ; - autres déchets (dont boues de station d'épuration déshydratées et hygiénisées, semences déclassées, huiles usagées internes et eaux souillées internes) ; 20 000 t/an.
Constats : Les quantités suivantes de déchets non conventionnels incinérés en 2023 sont indiquées dans le rapport d'activité 2023 : - farines animales : 602 tonnes,

- semences déclassées : 2 765 tonnes,
- CSR : 9218 tonnes.

Les quantités incinérées en 2023 respectent les seuils de l'article sus-visé.

Lors de la visite d'inspection du 25 septembre 2024, l'exploitant a indiqué que les farines animales ne sont plus utilisées , depuis fin 2023, comme combustibles sur le site (les sources ont été redirigées vers un autre site du groupe). L'exploitant a pu indiquer les quantités de déchets qui avaient été incinérées depuis le début de l'année 2024 :

- 3800 tonnes de CSR ;
- 2 500 tonnes de semences.

L'exploitant a précisé que les seuils de l'article sus-visé ne seraient pas dépassés pour 2024 (un arrêt du four étant notamment prévu pour novembre 2024).

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Déchargement et stockage - Semences déclassées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/06/2022, article 4.1.1 et 18

Thème(s) : Autre, Procédés de fabrication

Prescription contrôlée :

Article 18 de l'APC du 03/06/2022 : L'exploitant doit s'assurer que les farines animales qu'il reçoit sont transportées dans des citernes fermées.

Article 4.1.1 de l'APC du 03/06/2022 : Les farines animales, les boues de stations d'épuration et les semences déclassées sont stockées dans un silo, dans les conditions fixées à l'article 8.1.4 du présent arrêté.

Article 8.1.4.8 de l'AP du 21/07/2011 : Le silo est équipé d'un dispositif de contrôle de niveau interdisant son remplissage si celui-ci est plein.

Constats :

Les farines animales ne sont plus utilisées comme combustibles de substitution depuis fin 2023. Les semences déclassées sont transportées dans des camions citernes : un camion citerne entrant a été vu au cours de la visite d'inspection du 25 septembre 2024. Les semences déclassées sont stockées dans l'ancien silo des farines animales qui dispose d'un dispositif de contrôle de niveau. L'exploitant a indiqué que la sonde de niveau permettait le dépotage d'un camion que s'il restait un volume suffisant dans le silo.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Capacité d'entreposage des CSR

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/06/2022, article 8.1.6.2

Thème(s) : Autre, Stockage et co-incinération de CSR

Prescription contrôlée :

Le stockage des CSR se fait dans les bennes dans lesquelles ils sont transportés ; il n'y a pas de reconditionnement sur site.

Le stockage des CSR s'effectue au moyen de 10 bennes de 100 m3 au maximum, réparties comme suit : 2 bennes en place et 8 bennes en attente parkées sur une aire d'attente dédiée.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 25 septembre 2024, l'exploitant a indiqué qu'il y avait au maximum 7 bennes de CSR en rotation.

Lors de la visite de site, il a été constaté la présence de 2 bennes au niveau de la zone de déchargement et 3 bennes au niveau de l'aire d'attente (2 étant pleines).

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Réception des CSR - Radioactivité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/06/2022, article 8.1.6.4

Thème(s) : Autre, Stockage et co-incinération de CSR

Prescription contrôlée :

Un équipement de détection de la radioactivité doit permettre le contrôle des déchets admis. Un tel équipement n'est cependant pas obligatoire si les CSR proviennent d'un nombre restreint de producteurs et si des contrôles sont réalisés dans le cadre d'un programme de suivi de la qualité.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 25 septembre 2024, l'exploitant a indiqué que le site ne dispose pas de système de détection de la radioactivité.

Un certificat d'acceptation préalable de CSR a été consulté. Celui-ci liste les déchets interdits dont les déchets et produits radioactifs .

Les fournisseurs de CSR sont au nombre de 2. L'exploitant n'a pas su indiquer si la radioactivité faisait partie des paramètres analysés ou si un contrôle était effectué par le fournisseur.

Le contrôle de radioactivité est à justifier.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 15 : Réception des CSR - Déchargement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/06/2022, article 8.1.6.4
Thème(s) : Autre, Stockage et co-incinération de CSR
Prescription contrôlée : L'exploitant de l'installation de co-incinération prend toutes les précautions nécessaires en ce qui concerne la réception des déchets dans le but de prévenir ou de limiter dans toute la mesure du possible les effets négatifs sur l'environnement, en particulier la pollution de l'air, du sol, des eaux de surface et des eaux souterraines, ainsi que les odeurs, le bruit et les risques directs pour la santé des personnes[...] L'approvisionnement du four de clinkérisation ne doit pas être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. Les CSR sont déchargés directement dans une trémie équipée d'un dispositif de prévention des envols ; ils sont ensuite transportés par un convoyeur mécanique vers une trémie-tampon et un doseur pondéral puis transférés dans un sas et injectés pneumatiquement à la tuyère. Le déversement du contenu des bennes doit se faire au moyen d'un dispositif qui l'isole de l'extérieur pendant le déchargement ou par tout autre moyen conduisant à un résultat analogue.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 25 septembre 2024, la zone de déchargement des CSR a été vue. Des amas CSR ont notamment été constatés en pied de quai de déchargement (dû à l'ouverture des portes des camions) mais aussi à l'arrière de la zone de déchargement. Il est à noter qu'il n'y avait pas d'envol le jour de la visite d'inspection au vu des conditions météorologiques (pluie). L'exploitant a indiqué que la zone de déchargement des CSR fait l'objet d'un nettoyage périodique par une entreprise extérieure. Les mesures mises en place pour prévenir ou limiter les effets négatifs sur l'environnement ne semblent pas être suffisantes (amas de CSR).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de

répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 16 : Retentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 7.5.3

Thème(s) : Produits chimiques, Retentions

Prescription contrôlée :

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 l, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 25 septembre 2024, le laboratoire et la zone de stockages des huiles ont été vues. Dans le laboratoire, les produits sont stockés dans une armoire de sécurité pour produits chimiques équipée d'une ventilation (les acides et les bases étant stockées dans deux compartiments différents). Les fûts d'huiles sont quant à eux stockés sur des bacs de rétention.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite